

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION GENERALE

BP : 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
E-mail : info@irad.cm
Site web : www.irad.cm



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

INSTITUTE OF AGRICULTURAL
RESEARCH FOR DEVELOPMENT

HEAD OFFICE

P.O.Box: 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
E-mail : info@irad.cm
Site web : www.irad.cm

AVIS D'APPEL D'OFFRES

N° ~~11~~ /AONO/IRAD/DG/DAAF/SDBF/SM/BPDM/CIPM/2026 DU 23 FEB 2026
POUR L'ACQUISITION D'UN SECHOIR MOBILE

1. Objet de l'Avis d'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'accroissement des capacités de production, le Directeur Général de l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'acquisition d'un séchoir mobile destiné à la mécanisation agricole pour : réduire les pertes post-récolte (notamment pour les céréales), améliorer la qualité et la compétitivité des produits et accroître la productivité des exploitations.

2. Consistance des prestations

Les prestations pour la fourniture d'un séchoir mobile comprennent :

Le transport ;

La manutention ;

La livraison ;

La mise en service d'un séchoir mobile et la formation des utilisateurs.

3. Tranches /Allotissement

Le présent Avis d'Appel d'Offres comporte un seul lot. Les fournitures y afférentes s'exécuteront en une tranche unique

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de la somme de FCFA 79.000.000 (soixante-dix-neuf millions).

5. Délai(s) prévisionnel(s) et lieu(x) de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent avis d'appel d'offres est de **06 (six) mois** calendaire. **Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.**

6. Participation et origine

La participation au présent avis d'appel d'offres est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine régulièrement installées au Cameroun.

7. Financement

Les prestations objet du présent Avis d'Appel d'Offres sont financées par le budget **PIISAH, exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n°**

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **en ligne**.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un **cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO**, d'un montant de **FCFA 790.000 (sept cent quatre-vingt-dix mille)**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. **Le titre de la caution de soumission émis par l'établissement financier doit être accompagné d'un récépissé de la CDEC du même montant.** L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés de l'IRAD sis à Nkolbisson, B.P 2123 Yaoundé, Tél. 699.59.84.14, dès publication du présent avis sur

présentation de l'original de la quittance de la somme de **FCFA 80.000 (quatre-vingt mille)** non remboursable, versée au compte spécial CAS-ARMP N°335988 ouvert à la BICEC (toutes les agences), à titre de frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

11. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme **COLEPS** au plus tard leà**12**...Heures limite. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 MO pour l'Offre Administrative;**
- **15 MO pour l'Offre Technique;**
- **5 MO pour l'Offre Financière.**

Les formats acceptés sont les suivants :

- **Format PDF pour les documents textuels ;**
- **JPEG pour les images.**

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Avis d'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions

dans le domaine des marchés publics accompagné d'un récépissé de la CDEC correspondant, ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives, des offres techniques *et* financières aura lieu le **7.9 MARS 2026** à **13 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de l'IRAD dans la salle de conférence de la Direction Générale sise à Nkolbisson. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Avis d'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, du récépissé CDEC pour la caution de soumission;
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect d'au moins 5 critères essentiels sur 7 ;

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, du récépissé CDEC pour la caution de soumission;
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- de l'absence du certificat de catégorisation ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect d'au moins 5 critères essentiels sur 7 ;
- de l'absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- du non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent Dossier d'Appel d'Offres ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années
- de l'absence de la charte d'intégrité
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée;
- du non-respect du format des offres soumises en ligne.

14.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre;
- les références du soumissionnaire;
- le délai de garantie;
- la méthodologie et le calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes);
- la capacité financière $\geq \frac{3}{4}$ du montant prévisionnel;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange) ;
- la preuve d'acceptation des conditions du marché (CCAP et ST paraphés, datés, signés et portant la mention « lu et approuvé »

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme au plan administratif et technique et dont la proposition financière est évaluée la moins disante.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du **Chef Service Des Marchés** de l'IRAD sise à Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel : 699.59.84.14.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO au numéro

Fait à Yaoundé, le

LE DIRECTEUR GENERAL



Dr. Noé WOIN

Ampliations :

MINMAP
ARMP
DAAF/SDBF/SM
Président CIPM
Affichage
Chrono / Archives

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION GENERALE

BP : 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
E-mail : info@irad.cm
Site web : www.irad.cm



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

INSTITUTE OF AGRICULTURAL
RESEARCH FOR DEVELOPMENT

HEAD OFFICE

P.O.Box: 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
E-mail : info@irad.cm
Site web : www.irad.cm

TENDER NOTICE

N° ~~11~~ /AONO/IRAD/DG/DAAF/SDBF/SM/BPDM/CIPM/2026 OF 23 FEB 2026

FOR THE SUPPLY OF ONE (01) DRYER'S MACHINE

1. Purpose of the Notice of Consultation

As part of the implementation of the Very High Instructions of the HEAD OF STATE relating to the development and processing of wheat, the Director General of the Institute of Agricultural Research for Development (IRAD) is launching, on behalf of the Institute, a Notice of Consultation for the supply of one (01) ONE (01) dryer's machine (.....)

2. Scope of services

The services covered by this consultation include:

Supply;

Transport;

Handling;

Commissioning;

Reception of the machine and user training.

3. Lots / Allotment

The related supplies will be carried out in a single phase.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is **CFAF 79,000,000 (seventy-nine million)**.

5. Estimated time(s) and place(s) of delivery

The maximum period envisaged by the project owner for delivery of the supplies covered by this consultation notice is **06 calendar months**.

This period runs from the date of notification of the service order to start the services.

6. Participation and origin

Participation in this call for tenders is open to public works companies under Cameroonian law, established in Cameroon and with proven experience in the field concerned.

7. Financing

The services covered by this invitation to tender are financed by the **PIISAH for the year 2026** on budget line no.

8. Tender procedure

The method of submission chosen for this consultation is **online**.

9. Tender security

Each tenderer must attach to his administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public contracts and whose list appears in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which is **FCFA 790,000 (seven hundred and ninety thousand)**; *and* valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders. **The bid bond issued by the financial institution must be accompanied by the CDEC receipt for the same amount.** The absence of a bid bond issued by a first class bank or a first class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

10. Procurement of the tender documents

The Tender File can be obtained from the IRAD Procurement Department located at Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel: 699 59 84 14, upon presentation of the original receipt for the sum of **eighty thousand (80,000) CFA F** non-refundable, paid into the CAS-ARMP Special Account No. 335988 opened at the BICEC (all branches), as a fee for the purchase of the Tender File.

11. Submission of tenders

For submission online, the bid must be submitted by the bidder on the **COLEPS** platform or any other official electronic means of communication to be specified by the Project Owner latest on..... at **12 PM**, time limit. One physical copy and a back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication “back-up copy”, in addition to the above-mentioned indication, within the deadline set.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are the following:

- **5 MB for the Administrative file;**
- **15 MB for the Technical Offer;**
- **5 MB for the Financial Offer.**

The following formats are accepted:

- **PDF format for text documents;**
- **JPEG for images.**

The applicant shall make sure that he uses compressing software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

12. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical bid and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The project owner will not accept

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderers,
- envelopes received after the deadline for submission.
- Envelopes without an indication of the identity of the Consultation Notice;
- bids that do not comply with the method of submission.
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO or bids in copies only;

Any offer that is incomplete in accordance with the requirements of the Consultation Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first class body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts, or failure to comply with the model documents in the consultation file, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible

13. Opening of bids

The bids will be opened in one stage.

In any event, the opening of the administrative documents and the technical *and* financial bids will take place on at 1 p.m. by the Ad Hoc Committee set up by the *project owner to conduct the contract award process* in the meeting room of the General Management office in Nkolbisson.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of companies.

On pain of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules of the consultation notice. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the consultation notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

14. Evaluation criteria

14.1 Eliminary criteria

These include:

- failure to provide a bid bond when the bids are opened;
- failure to produce, after a period of 48 hours following the opening of bids, the CDEC receipt;
- failure to produce, after a period of 48 hours following the opening of bids, any document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing at the opening of bids (except for the bid bond);
- failure to provide of categorization certificate;

- failure to produce, after a period of 48 hours following the opening of bids, the CDEC receipt;
- failure to produce, after a period of 48 hours following the opening of bids, any document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing at the opening of bids (except for the bid bond);
- failure to provide of categorization certificate;
- False declarations, fraudulent maneuvers or falsification of documents;
- Failure to comply with at least 5 out of 7 essential criteria;
- The absence of a prospectus, catalog, drawing or technical data sheet produced by the manufacturer;
- Failure to comply with one of the major technical specifications indicated in the technical specifications for supplies in this tender file;
- Failure to comply with the file format for bids submitted online;
- The absence of a certificate of origin;
- The absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- The absence of a declaration on honor that no work has been abandoned during the last three (03) years
- The absence of the tender letter.
- The absence of the integrity charter

14.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of tenderers will relate, by way of indication, to:

- Presentation of the tender;
- The tenderer's references
- The guarantee period ≥ 1 year
- The methodology and delivery schedule (planning and timetable for the provision of related services);
- After-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff);
- Access to a line of credit or other financial resources $\geq \frac{3}{4}$ of the estimated amount;
- Proof of acceptance of the contract's terms (SCC and SCCT initialled on each page, signed, dated and formalised at the end of each document.

15. Award

The project owner will award the contract to the bidder who has submitted the best evaluated bid from an administrative and technical standpoint, and that has been financially evaluated the lowest.

16. Bid validity period

Tenderers remain bound by their tenders for *90 days* from the initial deadline for submission of tenders.

17. Additional information

Further information may be obtained from the **Head of the IRAD Contracts Department** at Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel: 699.59.84.14.

18. Combating corruption and malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the MO on 699.59.84.14.

Done in Yaoundé

THE DIRECTOR GENERAL

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'K. S. S. S.', written over a horizontal line.

Copys:

- MINMAP
- ARMP
- DAAF/SDBF/SM
- CIPM President
- Display
- Chrono / Archives

20 FEB 2026